



# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE ET DROITS DES FILLES DANS LE CENTRE DU SAHEL

## RAPPORT SYNTHÉTIQUE

Événement virtuel

16 Octobre 2020

15h30 — 17h00 CEST

Événement parallèle à la table ronde ministérielle  
sur le Sahel Central du 20 octobre 2020

La violence basée sur le genre (VBG) est un problème critique de santé, de protection, de pouvoir et de mort au Sahel. Les conflits et les déplacements entraînent des niveaux croissants de violence sexuelle, de violence entre partenaires intimes, de mariage d'enfants, d'exploitation et de maltraitance envers les filles et les femmes au Sahel.

Plan International, Care International, UNFPA et le GBV AoR<sup>1</sup> ont organisé un événement virtuel le 16 octobre 2020 à 15h30 CEST avant la table ronde ministérielle sur le Sahel central. L'événement visait à (i) amplifier les voix et les priorités des filles du Burkina Faso, du Mali et du Niger<sup>2</sup> en offrant une occasion unique d'apprendre de l'expérience de première main et de recevoir des recommandations des filles touchées, (ii) d'attirer l'attention sur les défis critiques à la prévention et à la réponse à la VBG de la part des groupes locaux de femmes et plaider pour la solidarité mondiale autour de la VBG<sup>3</sup>, (iii) motiver les acteurs gouvernementaux et les donateurs<sup>4</sup> à s'engager à renforcer la prévention, l'atténuation des risques et la réponse à la VBG, en rehaussant le profil de l'Appel à l'action sur la la protection de la VBG dans les situations d'urgence (AaA VBG) et la garantie des droits des femmes et des filles sont au cœur de l'action humanitaire et à travers le triple lien.

## Opening Session

Mme Mette Thygesen a ouvert la session en rappelant la nécessité de se concentrer sur la VBG et l'égalité des sexes dans la réponse globale au Sahel central. À partir de janvier 2021, le gouvernement danois dirige [l'Appel à l'action pour la protection contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence](#) et ses dirigeants recherchent des moyens innovants pour prévenir et répondre à la violence sexiste, promouvoir l'égalité des sexes et autonomiser les filles et les femmes.

## Les filles s'expriment! Messages et recommandations clés.

Trois filles sahéniennes ont présenté leurs histoires et expériences personnelles en matière de VBG et elles ont livré un message clair: des actions pour lutter contre la VBG sont entreprises mais elles ne conduisent pas suffisamment à des améliorations significatives des droits des filles. La lutte contre la VBG est vitale pour l'avenir des filles et n'est pas suffisamment priorisée par les parties prenantes concernées. Les points de vue des filles doivent être pris en compte lors de l'élimination de la violence sexiste.

1 Area of Responsibility.

2 **Filles sahéniennes** - Nene du Mali, Sandra du Burkina Faso, Yasmina du Niger.

3 **Mme Kalmaram Madou Gadji** - Représentante de Mata Masu Dubara de Malné, Niger, **Mme Mariam Kouyate** de l'Association «Jigiyà», Mali.

4 Orateurs: **Mme Mette Thygesen** - Chef de département, Actions humanitaires, société civile et engagement, Ministère des affaires étrangères, Danemark, **Mme Anrea Koulaimah** - Directrice, Afrique subsaharienne, Asie, Amérique latine et Pacifique, Direction générale Protection civile européenne et opérations d'aide humanitaire (DG ECHO), Union européenne, **Mme Bintour Founé Samake** - Ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Mali, **Mme Bolanle Adetoun** - Directrice par intérim du Centre de développement du genre de la CEDEAO, Dakar Sénégal.

## RECOMMANDATIONS DES FILLES SAHÉLIENNES AUX GOUVERNEMENTS

- Les gouvernements du Sahel se sont engagés à respecter une série de lois internationales protégeant les enfants et les filles. Cependant, les lois ne sont pas intégrées dans les lois nationales et ne sont pas suffisamment appliquées. Les gouvernements doivent **établir une juridiction stricte, accélérer l'adoption de toutes les lois et engagements internationaux contre la VBG, prévoir des sanctions sévères et des amendes élevées pour les auteurs d'infractions à la VBG.**
- Les gouvernements sahéliens doivent défendre les droits des filles sahéliennes **en harmonisant les instruments juridiques nationaux et internationaux ratifiés en faveur des droits de l'homme, accorder une attention spéciale et urgente à la fin du mariage des enfants et garantir l'accès des filles sahéliennes à l'école en tant que mesures de sécurité contre la VBG.**
- Les gouvernements du Sahel doivent **créer des activités génératrices de revenus pour les parents à faible / sans revenu, faciliter la réintégration socio-économique des filles et des femmes survivantes de la violence sexiste, vulgariser les lois ciblées dans les langues locales pour informer les populations locales sur les droits des filles.**

---

## RECOMMANDATIONS DES FILLES SAHÉLIENNES AUX DONATEURS

- Les États donateurs doivent **motiver et soutenir les gouvernements sahéliens dans la mise en œuvre de politiques de promotion et de protection des droits des filles et des femmes. Y compris l'harmonisation de leurs engagements internationaux et l'intensification des programmes pour mettre fin à la VBG et aux pratiques néfastes telles que le mariage des enfants.**
- Les États donateurs devraient soutenir davantage **la création d'activités génératrices de revenus pour les parents à faibles revenus ou sans revenus ainsi que la réintégration socio-économique des filles et des femmes survivantes de la violence sexiste.**
- Les États donateurs engagés dans le Sahel devraient **placer les jeunes, en particulier les filles, au centre des priorités et soutenir les jeunes et les groupes de jeunes dans leurs actions contre la VBG et dans l'élaboration de messages de plaidoyer contre la pratique du mariage des enfants.** Ils devraient soutenir des **actions d'intégration qui renforcent l'estime de soi des filles par le biais de dialogues intergénérationnels ou de modèles de rôle.**

# RECOMMANDATIONS DES FILLES SAHÉLIENNES

## AUX ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT ET HUMANITAIRES

- Les partenaires travaillant dans les pays du Sahel doivent **écouter et amplifier les voix, les opinions et les droits des filles dans leur réponse humanitaire, de consolidation de la paix et de développement et veiller à ce que l'information soit accessible, sensible à l'âge et au genre.**
- Les partenaires doivent **soutenir les initiatives menées par les jeunes et pour les jeunes en injectant des financements innovants, des mesures pour lutter contre la VBG et la protection des enfants dans les plans de réponse et de relèvement COVID-19** et s'assurer que les plans sont **sensibles au genre et à l'âge et multisectoriels.**
- Les partenaires doivent veiller à ce que les **services de santé sexuelle et reproductive restent prioritaires, financés et accessibles, en particulier pour les adolescents,** afin d'aider les personnes à risque de subir des violences et les survivants afin d'atténuer les risques d'exploitation, de mariage d'enfants, de mariage précoce et forcé, etc.

---

## PREVENTION AND RESPONDING TO GBV IN CENTRAL SAHEL

Les programmes dédiés à la prévention et à la réponse aux VBG, les interventions en faveur de l'égalité des sexes et le soutien des droits des filles et des femmes ne sont pas suffisamment intégrés dans la réponse humanitaire globale dans le centre du Sahel. De plus, les femmes et les filles sont souvent laissées pour compte et exclues de la participation aux structures décisionnelles. Mme Kaimaram Madou Gadji et Mme Mariam Kouyate, en tant que praticiennes de la VBG, ont attiré l'attention sur les défis critiques dans la fourniture d'une réponse globale à la violence sexiste et ont plaidé pour une solidarité mondiale autour des droits des femmes et des filles. Les deux oratrices ont partagé leurs expériences sur la prévention et la réponse à la VBG, axées sur l'élimination du mariage précoce et sur l'abandon scolaire chez les filles. Elles ont partagé les goulots d'étranglement quotidiens auxquels les associations et les groupes dirigés par des femmes sont confrontés pour répondre à la VBG, ainsi que les attentes vis-à-vis de la coordination humanitaire et du sous-cluster VBG et d'acteurs spécifiques de la VBG comme CARE, Plan International et UNFPA. Mme Gadji et Mme Kouyate ont fait part des recommandations suivantes:

- Les États donateurs devraient **consacrer davantage de ressources aux organisations humanitaires et aux groupes locaux de femmes pour réduire le risque de VBG pour les femmes et les filles.** Cette recommandation était fondée sur l'expérience de la gestion des cas de VBG et sur l'histoire d'une jeune fille qui s'était réfugiée autour de Diffa par manque de nourriture et de vêtements. Elle a été exposée à de multiples viols et est finalement tombée enceinte, après quoi elle a pratiqué un avortement à risque. Les soins à l'hôpital ont évité des conséquences tragiques.
- Les États donateurs devraient envisager de **soutenir davantage les groupes qui mèneront le dialogue communautaire et intergénérationnel.** La recommandation était justifiée par le récit de la vie d'une jeune fille de 15 ans d'une ville de Ségou qui a fui son village lorsque ses parents ont décidé de la donner en mariage à un jeune homme qu'elle ne connaissait pas et qu'elle n'avait jamais rencontré. L'insécurité alimentaire et les conséquences des conflits dans le centre du Mali peuvent contraindre les parents à épouser leurs filles pour accéder aux ressources financières.

→ Les sous-clusters VBG et les principaux acteurs humanitaires tels que CARE, Plan International et **UNFPA devraient soutenir les organisations communautaires de base dirigées par des femmes comme JIGIYA pour accéder au financement, accéder aux informations stratégiques et être impliquées dans les forums de prise de décision.** Les organisations dirigées par des femmes sont les mieux placées pour répondre en raison de la **proximité des communautés affectées et des problèmes de sécurité qui entravent l'accès humanitaire des organisations internationales en particulier.**

## **RESPONSABILITÉ COLLECTIVE ENVERS LES SURVIVANTS DE LA VBG**

Le dernier segment de la journée a exploré des solutions pour intensifier les efforts de prévention, de réponse et d'atténuation des risques de la VBG et une responsabilisation accrue des diverses parties prenantes opérant dans le Sahel central. Sous la modération du Directeur régional adjoint de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, le Dr Mamadou Kanté, le Ministre en charge du genre du Mali, le Commissaire de la CEDEAO et le Directeur Afrique de la DG ECHO ont été invités à partager leur vision de l'élimination de la VBG en la région.

Son Excellence Mme Bintou Founé Samake du Mali a reconnu qu'à mesure que le risque de violence, d'exploitation et de mauvais traitements continue d'augmenter, les systèmes nationaux et communautaires, ainsi que les réseaux sociaux, continuent de s'affaiblir. Elle a souligné que **l'atténuation des risques associés à la VBG relève de la responsabilité de tous les acteurs humanitaires.** Elle a appelé à des efforts collectifs pour lutter contre le **climat d'impunité des auteurs de VBG.** Le Mali a mis en place **trois centres à guichet unique offrant des soins multisectoriels centrés sur les survivants pour la VBG à Mopti et Gao,** et le gouvernement intensifie encore ce type d'intervention dans d'autres régions du pays. La stratégie adoptée par le Mali vise à **garantir l'application des principes directeurs de la VBG que sont la confidentialité, la sécurité et la non-discrimination, tout en augmentant l'accessibilité et le recours aux services et en réduisant le traumatisme que subissent les survivants.**

Mme Andrea Koulaimah (DG ECHO) a fait écho aux voix de Yasmina, Nene et Sandra qui ont abordé avec tant d'éloquence l'impact des crises humanitaires et de la pandémie en augmentant davantage la vulnérabilité des femmes et des filles et en les exposant à des risques accrus de VBG. Elle a souligné **l'importance de la centralité de la protection; cette protection est placée au cœur de la réponse humanitaire. Pour ce faire, toutes les personnes affectées doivent faire entendre leur voix et les acteurs humanitaires doivent travailler pour atténuer les risques auxquels ils sont exposés, en particulier lorsqu'ils travaillent dans la prévention et la réponse à la VBG et pour atténuer les risques liés à la VBG.** Mme Koulaimah a profité de l'occasion pour féliciter le Canada pour ses réalisations en tant que chef de file de la CtA sur la VBG et a remercié le Danemark d'avoir assumé ce rôle, rappelant son rôle similaire avant le Canada et son **soutien à la nouvelle feuille de route 2021-2025.** **Elle a souligné que la DG ECHO s'est engagée à continuer de répondre et de prévenir la VBG, à travers des interventions de protection, de santé et d'éducation. La DG ECHO soutient actuellement 10 partenaires intervenant dans la lutte contre la VBG au Burkina Faso, au Niger et au Mali.** Dans sa conclusion, la DG ECHO a souligné que l'élimination de la VBG exige un effort collectif et que les équipes humanitaires de pays doivent veiller à ce que des données désagrégées soient intégrées dans leur analyse et que **la VBG doit être intégrée dans tous les secteurs de l'action humanitaire pour éviter de laisser les femmes et les filles invisibles.**

La dernière panéliste, Dr Bolanle Adetoun du Centre de Développement du Genre de la CEDEAO, a ouvert son discours indiquant l'engagement de la Commission de la CEDEAO et des États membres à prévenir et à répondre à la violence sexuelle et sexiste et à traiter ses impacts sur la vie et le bien-être des survivantes, les familles et la société. Mme Adetoun a indiqué les mesures prises par la CEDEAO et les États membres pour le renforcement du cadre juridique et institutionnel, l'amélioration des réponses et traitement des problèmes des survivantes, etc. Au

cours de la première semaine d'octobre 2020, la CEDEAO a organisé des réunions d'experts et ministérielles sur la violence basée sur le genre, et à la suite de cette réunion, un groupe de travail régional de la société civile sur la VBG a été créé. Lors de la réunion des ministres de la CEDEAO chargés du genre, des femmes et des enfants, ils ont fait une déclaration sur la tolérance zéro à l'égard de la VBG **et pour réduire le niveau d'impunité sur les questions de VBG, pour protéger les personnes vulnérables et pour créer un environnement propice à un soutien adéquat aux victimes.** Dr Adetoun a souligné que **la nature et le modèle de la violence changent selon le groupe d'âge et que les actions collectives doivent donc répondre aux besoins spécifiques des enfants, des filles et des femmes.** Les stratégies d'intervention de la CEDEAO **impliqueront l'ensemble de la société et l'ensemble du gouvernement dans la promotion d'une stratégie holistique et multisectorielle efficace pour prévenir et répondre à la VBG dans les pays de la CEDEAO.**

## REMARQUES DE CLÔTURE

M. Mabingue Ngom, Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a clôturé l'événement en remerciant tout d'abord tous les partenaires et organisateurs d'avoir participé à l'événement qui s'est tenu en marge de la réunion ministérielle sur le Sahel Central. Il a renforcé l'importance de cette rencontre de haut niveau pour tous les partenaires, pour les populations du Sahel central, pour l'ensemble du Sahel et au-delà. M. Mabingue Ngom a salué la participation active de tous, y compris de la DG ECHO, du Danemark, des pays du Sahel central et des acteurs de la communauté internationale, de la société civile et de l'ONU. Il a rappelé aux participants que le travail collectif dans les domaines de la paix, de la démographie et de la sécurité montre que la survenue de la VBG et du mariage des enfants est l'un des facteurs qui accélèrent la crise. Il a continué de dire que pour **restaurer la paix, assurer la sécurité et créer les conditions d'un développement durable dans une société juste où les femmes et les filles sont traitées avec dignité, chacun devrait s'engager en faveur de l'élimination de la VBG.** Il a clôturé l'événement en appelant toutes les parties prenantes **à travailler ensemble pour assurer la centralité de la VBG dans la réponse humanitaire et dans la construction d'un Sahel résilient.**

